



Cartes d'achat des districts scolaires

Rapport de la vérificatrice générale – novembre, 2017

Volume V, chapitre 2

Pourquoi est-ce important ?

- Les districts scolaires dépensent environ 20 millions de dollars par année au moyen de cartes d'achat et comptent pour les deux tiers de tous les détenteurs de carte et des dépenses.
- Les faiblesses de contrôle augmentent les risques de fraude et d'erreurs.
- 14 ans après l'introduction des cartes d'achat, le gouvernement a approuvé une directive sur leur utilisation en 2017.

Nos constatations

Conclusions générales

- Les districts scolaires n'ont pas surveillé l'utilisation des cartes d'achat et n'ont pas pris des mesures correctives d'une manière cohérente.
- Les procédures en matière de cartes d'achat des districts scolaires n'ont pas toujours respecté les exigences prévues par les lois et les directives.
- Les districts scolaires n'ont pas établi des lignes directrices claires et documentées pour l'utilisation et l'administration des cartes d'achat.

Convention avec détenteurs de carte et directives gouvernementales souvent pas respectées

- Cas où des détenteurs de carte ont approuvé leurs propres achats
- Opérations fractionnées utilisées pour contourner la *Loi sur la passation des marchés publics* et la convention
- Cas où des achats n'ont pas pu être expliqués
- Documents justificatifs souvent non fournis en temps opportun pour le traitement des opérations

Surveillance et application inadéquates

- Aucun examen régulier des cartes actives
- Des détenteurs de carte ont été autorisés à avoir une limite de crédit supérieure à leurs besoins d'achat (exemple : limite de 600 000 \$ par année pour employé avec achats de moins de 50 000 \$ par année)
- Dérogations répétées par les mêmes détenteurs de carte
- Manque de processus formel pour s'assurer que les employés terminant leur emploi retournent leur carte d'achat

Lignes directrices peu claires

- Manque d'orientation pour effectuer des achats en ligne malgré l'augmentation de ce type de dépense
- Différentes interprétations des directives gouvernementales (exemple : dépenses pour réunions de travail)
- Procédures pour l'émission et l'annulation de cartes non uniformes entre districts scolaires

Manque de formation

- Les districts scolaires n'ont pas fourni d'éducation suffisante aux détenteurs de cartes sur l'utilisation appropriée des cartes
- Les districts scolaires n'ont pas fourni de formation officielle aux administrateurs des cartes d'achat et aux approbateurs des opérations